



M. le Président,

Nous nous réunissons aujourd'hui dans un monde toujours plus dominé par la guerre.

Dans ce cadre, la CGT FIP 93 rappelle à nouveau que l'ensemble des agents de la DGFIP sont soumis à un mal-être et une souffrance structurelle au travail dont la vague de suicides vécue en 2025 (21 suicides et 19 tentatives de suicide) se poursuit en 2026 (1 suicide et 6 tentatives de suicide depuis le 1er janvier 2026) et qui ne sont que la partie visible d'un iceberg que la DGFIP s'attache à invisibiliser.

À la DGFIP, la situation n'est plus seulement dégradée, elle est devenue alarmante. Suppressions de postes à répétition, perte de sens des missions, perte de pouvoir d'achat, désorganisation permanente des services : tout concourt à fragiliser toujours davantage les agents.

Et pourtant, face à cette réalité, que fait Bercy? Rien, ou presque rien.

Pire : Bercy persiste à nier, à minimiser, à esquiver ses responsabilités. La DG méprise tellement ses agents qu'elle fait des économies sur leurs dos déjà cassés: la note sur les fdd, le refus obstiné d'augmenter les subventions des restaurations collectives et le gel des tickets restaurant à 6 € en sont de parfaits exemples.

La CGT FIP 93 constate qu'il n'y a aucune réponse à la hauteur des enjeux, aucune action concrète et efficace. Seulement des discours, des éléments de langage, et un mépris de plus en plus insupportable pour les agents, pour celles et ceux qui les représentent.

Ce mépris national, nous le retrouvons pleinement dans notre département.

À la DDFIP 93, les agents sont entendus mais pas écoutés. Leurs demandes restent lettre morte. Leurs besoins sont ignorés.

Les échanges du 31 mars 2026 ? Aucune suite, aucune réponse. La direction a botté en touche en se dédouanant sur Bercy ou le Gouvernement.

En revanche, la pression des chiffres, elle, ne faiblit jamais. Toujours plus d'objectifs. Toujours plus d'exigences. Toujours plus de travail pour les agents.

Mais avec toujours moins de moyens, toujours moins de reconnaissance, et toujours moins de considération pour nos missions.

La CGT FIP 93 le dit sans détour : la direction méprise ses agents. Elle méprise leur travail. Elle méprise leurs conditions d'exercice. Et surtout, elle méprise leur état de santé.

La CGT FIP 93 ne cesse de vous le dire: le mal-être est là. L'épuisement est là. Les signaux d'alerte sont là.

Et malgré cela, la direction continue d'ignorer, de minimiser, de banaliser.
Jusqu'à quand ? Jusqu'à quel drame supplémentaire ?

Et comme pour illustrer parfaitement ce décalage entre les discours et la réalité, nous sommes aujourd'hui convoqués à une formation spécialisée... d'une demi-journée.

Une demi-journée pour traiter des questions de bien-être et de conditions de travail.

Faut-il comprendre qu'une demi-journée suffit pour répondre à la souffrance des agents ?

Pourquoi ne pas consacrer une journée entière à ces échanges essentiels avec les organisations syndicales ?

La CGT FIP 93 demande pourquoi un tel choix? Ces sujets ne sont-ils pas une priorité pour la direction?

La CGT FIP 93 estime que ce choix est un signal extrêmement grave.

La CGT FIP 93 continuera de défendre les droits des agents et exposera toutes situations discriminantes et injustes que subissent nos agents.

Dans ce contexte, nous vous proposons un moment d'évasion, nous allons imaginer une situation.

Vous êtes agent dans une direction des finances publiques, et vous souhaitez obtenir une place de stationnement dans le bâtiment de votre direction.

En effet, vous êtes dans votre bon droit, vous présentez des difficultés à la station debout, vous avez même un certificat médical qui va dans ce sens et aussi une RQTH ainsi qu'une carte priorité.

Imaginons encore qu'en 2025, votre situation est présentée à l'assistant de prévention par le biais du syndicat pour faire valoir vos droits. Le syndicat s'empare de votre dossier et fait une intervention auprès de l'assistant de prévention pour débloquer votre situation et demander votre place en précisant la RQTH et la pénibilité de la station debout.

La réponse de l'assistant de prévention est négative. Le syndicat vous indique alors qu'en tant qu'agent, vous devez faire une demande par courriel malgré la réponse orale négative.

Et maintenant, nous vous demandons de faire part d'encore plus d'imagination pour vous projeter dans le parcours qui vous attend : après ce premier refus, on vous demande alors le renouvellement de votre RQTH (que vous avez depuis de nombreuses années) et vous vous y attellez.

Vous faites une demande de rendez-vous auprès du médecin du travail de votre direction mais cette demande est oubliée. Dans le même temps, vous obtenez quand même un rendez-vous avec la référente handicap du département, rendez-vous presque manqué, mais qui arrive malgré tout à se faire. La référente vous demande TOUT l'historique de votre dossier de RQTH le jour même, ces documents ne vous ont pas été demandé avant le rendez-vous afin que vous puissiez les préparer.

Miracle malgré tout, un rendez-vous avec le médecin du travail se libère le jour même de votre rendez-vous avec la référente handicap et même l'heure qui suit ce rendez-vous, ne vous permettant pas encore une fois de préparer tout votre dossier papier.

Nous vous rappelons que cette situation imaginaire est pour une place de stationnement, qui dans ce même département est accordé sur simple certificat médical.

Maintenant que vous avez pris du temps pour faire travailler votre imagination, la CGT FIP 93 voudrait vous faire revenir à la réalité, oublions l'imaginaire, revenons en salle 622 et parlons du réel, parce que cette situation n'est pas imaginaire, cette situation s'est passée dans notre département, le 93.

Pourquoi cette discrimination ? Effet de zèle ? Grade insuffisant de l'agent ? Handicap ? Syndicale ? Ou pire encore, l'indifférence totale de sa demande ?

Pour notre collègue, quelle que soit la raison, c'est un combat de tous les jours qu'elle doit accomplir. Combien de chutes a-t-elle dû endurer pour traverser les rails de chemin de fer qui la sépare du parking de la préfecture ? Combien de souffrance au quotidien pour chaque pas qu'elle fait ? Est-ce qu'on punit un agent qui rit et vit au bureau pour oublier son handicap ?

D'autres accès au parking souterrain ont été accordés sur la même période et avec moins de procédures et moins de papiers. Si cela n'est pas de la discrimination et du mépris de la souffrance au travail, alors comment appelez-vous ça ?

La DDFIP 93 malmène ses agents. Combien d'agents dans le 93 ont vécu une situation similaire, combien n'osent pas prendre la parole, se faire entendre et se défendre. Cette situation n'est pas isolée dans notre département.

Les agents du département sont en souffrance, la CGT FIP 93 vous a déjà alerté à plusieurs reprises et nous constatons encore une fois que malgré tout, nos paroles ne sont pas écoutées.

La CGT FIP 93 continuera de défendre les droits des agents et exposera toutes situations discriminantes et injustes que subissent nos agents.